

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 341 / Septembre 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^{ème} TRIMESTRE 2021

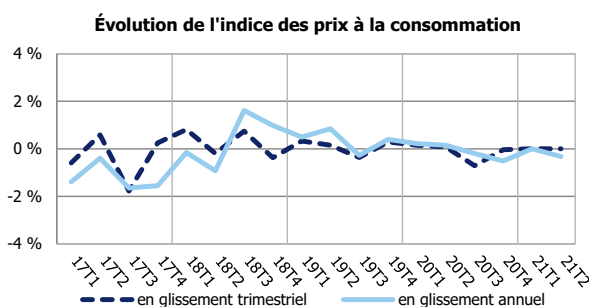
Après l'expansion du premier trimestre, la conjoncture du deuxième trimestre est en recul, avec la propagation de la pandémie de Covid-19 et la mise en place d'un confinement sur le Territoire du 9 mars à fin mai. La consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire, est en diminution, tandis que le crédit est en légère baisse. Les entreprises sont dans une situation défavorable : les importations de biens d'équipement et d'investissement sont en forte baisse, de même que l'encours des crédits. Le secteur du BTP est également en repli. Enfin, le trafic international a chuté au deuxième trimestre et devrait rester faible dans les prochains trimestres, les frontières s'étant de nouveau refermées avec la Nouvelle-Calédonie, touchée depuis début septembre par la pandémie de Covid-19.

Un deuxième trimestre en repli après le bond du premier trimestre

Légère augmentation de l'indice des prix

Par rapport au quatrième trimestre 2020 (pas de données pour le premier trimestre), au deuxième trimestre 2021, l'indice des prix est stable (+0,4 %). Les prix de l'énergie (+3,8 %) et de l'alimentation (+2,0 %) augmentent faiblement tandis que les prix des produits manufacturés restent stables (-0,7 %). Les prix des services sont en baisse (-1,2 %).

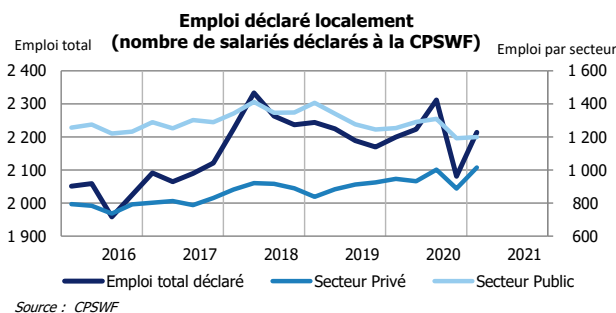
En rythme annuel, l'indice global est assez stable (-0,3 %). Seuls les prix de l'alimentation sont en hausse (+2,7 %). En revanche, les prix de l'énergie sont en diminution (-4,2 %), tout comme les prix des services (-2,4 %), et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés (-0,8 %).



Rebond de l'emploi déclaré avant la crise sanitaire

Selon les données à fin mars 2021, 2 214 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 081 à fin décembre 2020. Ainsi, l'emploi augmente en rythme trimestriel (+6,4 %) et est stable en rythme annuel (+0,6 %). Par rapport au quatrième trimestre, l'emploi déclaré est stable dans le secteur public (+0,5 %) et en augmentation dans le secteur privé (+14,3 %).

À fin mars 2021, on dénombre 1 199 salariés dans le secteur public, en stabilisation par rapport au trimestre précédent (+0,5 %) et en baisse par rapport à l'année précédente (-4,4 %). Le secteur privé compte 1 015 salariés, soit une hausse à la fois trimestrielle (+14,3 %) et annuelle (+7,3 %). L'emploi déclaré augmente dans l'ensemble des secteurs, après la chute du quatrième trimestre. Les secteurs du BTP, des services et de l'industrie/artisanat enregistrent les plus fortes hausses par rapport au quatrième trimestre (respectivement +15,1 %, +16,2 % et +33,3 %). L'emploi déclaré augmente également dans le secteur du commerce (+7,4 %). Comme les emplois déclarés ont davantage augmenté dans le secteur privé, la part de l'emploi du secteur public dans l'économie du Territoire diminue pour s'établir à 54,2 % (contre 57,3 % au trimestre précédent).



La consommation des ménages recule

Après leur forte augmentation (+37,1 %, CVS) au premier trimestre, les importations de biens de consommation reculent au deuxième trimestre 2021 (-25,1 %, CVS), à 259 millions de F CFP (données CVS). Elles diminuent également en glissement annuel (-10,9 %, CVS).

Les importations de biens d'équipement du foyer diminuent sur le trimestre (-35,8 %, CVS) mais augmentent sur l'année (+7,7 %, CVS), pour s'établir à 87 millions de F CFP (CVS). Les importations d'articles d'habillement sont également en forte baisse sur le trimestre (-51,1 %, CVS), mais en augmentation sur l'année (+4,2 %, CVS), à 36 millions de F CFP (CVS).

Avec 25 immatriculations (données CVS), le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs est en légère baisse sur le trimestre (-5,9 %, CVS), mais reste à un niveau élevé (+3,2 % sur l'année, CVS¹).

La consommation d'électricité est en légère hausse sur le trimestre (+2,8 %, CVS) et stable sur l'année (+0,3 %, CVS).

L'encours des crédits à la consommation diminue à la fois sur le trimestre (-3,1 %) et sur l'année (-2,6 %). Le taux de créances douteuses brutes des ménages augmente légèrement et s'établit à 3,1 % contre 2,9 % au trimestre précédent ; même s'il est plus élevé qu'en 2020 (2,4 % en moyenne), ce taux reste cependant particulièrement bas en comparaison de la moyenne des dernières années (3,7 % en 2019, 4,4 % en 2018).

À fin juin 2021, les indicateurs de vulnérabilité des ménages se détériorent. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est stable, passant de 246 à 245 personnes, mais est en augmentation sur l'année (+13,4 %). Le nombre d'incidents de paiement par chèque diminue (-37,6 %, soit 174 incidents contre 279 au premier trimestre), mais reste à un niveau élevé et augmente sensiblement en rythme annuel (+50,0 %).

Recul de l'investissement des entreprises

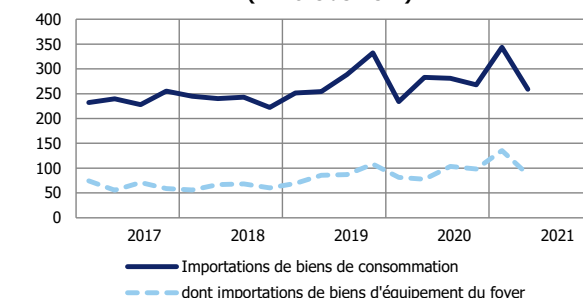
Après avoir explosé au premier trimestre (+31,5 %, CVS), les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises sont en forte baisse au deuxième trimestre (-36,4 %, CVS) et sur l'année (-37,7 %, CVS).

Les importations de biens intermédiaires sont également en baisse par rapport au premier trimestre (-33,9 %, CVS), mais sont néanmoins en hausse sur l'année (+4,7 %, CVS).

Avec 43 immatriculations (données CVS), les immatriculations de véhicules utilitaires sont en forte augmentation par rapport au premier trimestre (+53,7 %, données CVS²) et par rapport au deuxième trimestre 2020 (+49,6 %, CVS).

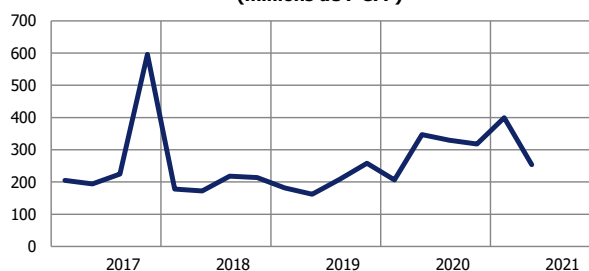
L'encours des crédits aux entreprises (1 213 millions de F CFP) baisse sur le trimestre (-6,0 %), mais reste en augmentation sur l'année (+20,3 %). Les crédits d'exploitation restent stables par rapport au trimestre précédent (-1,7 %, à 10 millions de F CFP), mais en diminution sur l'année (-84,3 %). Les crédits d'investissement sont en baisse sur le trimestre (-6,4 %), mais en augmentation sur l'année (+49,0 %). Le taux de créances douteuses brutes des entreprises reste stable au premier trimestre, s'établissant à 1,6 % comme au trimestre précédent. Comme au trimestre dernier, il est en baisse en glissement annuel (-0,5 point), restant au taux le plus faible de ces dernières années (2,2 % en moyenne en 2020, 4,0 % en 2019).

Importations de biens de consommation
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Importations de biens d'équipement
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

¹ Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

² Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

Les importations sont en nette diminution par rapport à un premier trimestre exceptionnel

Les importations totales diminuent sur le trimestre (-15,8 %, CVS) et sur l'année (-6,0 %, CVS). Elles s'élèvent à 1 812 millions de F CFP (données CVS), maintenant un niveau plus élevé qu'à fin 2020.

Premier poste d'importations, les importations de produits alimentaires sont en baisse par rapport au premier trimestre (-10,9 %, soit 512 millions de F CFP contre 574 millions au trimestre précédent, CVS). De manière similaire, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires à destination des entreprises (respectivement 254 et 352 millions de F CFP, CVS) représentent à elles deux 606 millions de F CFP au deuxième trimestre contre 932 millions au premier trimestre, soit une diminution de 35 % (CVS).

Les revenus douaniers et les taxes d'entrée sont logiquement en baisse de 20,7 % sur le trimestre, à 319 millions de F CFP (CVS), un niveau qui se maintient par rapport à celui du deuxième trimestre 2020 (+0,4 %).³ En revanche, les taxes intérieures sur la consommation (alcool, tabac, hydrocarbures) atteignent leur plus haut niveau de ces dernières années (182 millions de F CFP, données CVS), avec une progression de 23,5 % en rythme trimestriel et de 29,5 % en rythme annuel.

Situation défavorable pour les principaux secteurs d'activité

Le secteur du BTP en recul

Après l'expansion des derniers trimestres, les importations de ciment diminuent, en rythme trimestriel (-46,2 %, CVS) comme en rythme annuel (-43,4 %, CVS). Ces importations s'élèvent à 10,1 millions de F CFP (CVS) contre 15,2 millions de F CFP en moyenne sur l'année 2020 (CVS). En fin de premier trimestre, les effectifs salariés sont cependant en hausse (+15,1 % à fin mars par rapport à fin décembre) pour s'établir à 84 employés.

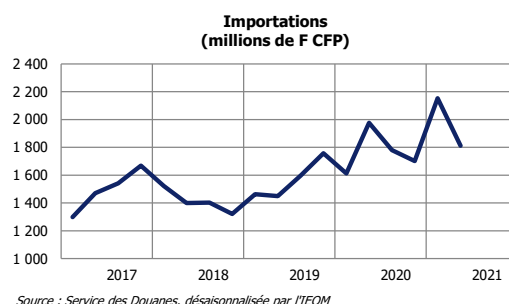
Une activité commerciale en repli

Après le rebond au premier trimestre, le secteur du commerce est en repli. Les importations de biens de consommation diminuent (-25,1 %, CVS), tout comme celles des produits alimentaires (-10,9 %, CVS). Les importations de biens d'équipement du foyer et d'articles d'habillement connaissent même des baisses plus importantes (respectivement -35,8 % et -51,1 %, CVS). Pour les entreprises, les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement sont également en baisse (respectivement -33,9 % et -36,4 %, CVS).

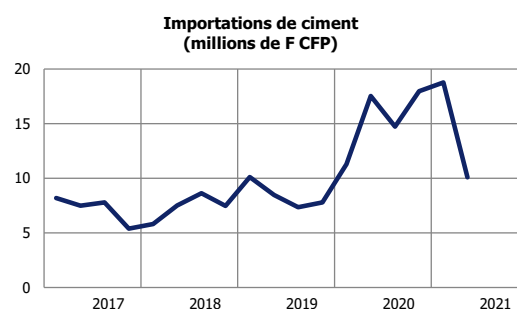
Une chute prononcée du trafic aérien

Le trafic international (possible uniquement vers la Nouvelle-Calédonie et avec des vols de délégation de service public) a chuté au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre (-75,3 %, CVS) : on passe ainsi de 5 908 à 1 459 passagers (données CVS). La chute a cependant été moindre qu'au deuxième trimestre 2020, durant lequel la liaison aérienne avec la Nouvelle-Calédonie avait également été suspendue : le trafic est en hausse de 68,1 % en glissement annuel (CVS). Quant au trafic intérieur, il est également en baisse sur le trimestre (-54,5 %, soit 1 179 passagers, données CVS).

En rythme annuel, le trafic aérien global diminue (-9,6 %), avec la forte baisse du trafic intérieur (-42,8 %, CVS), et malgré la hausse du trafic international (+68,1 %). Si les vols internes ont pu reprendre sans restriction en juin, le trafic international devrait encore rester faible voire diminuer dans les prochains trimestres avec l'arrêt des vols commerciaux avec la Nouvelle-Calédonie, qui est en outre confrontée à la pandémie de Covid-19 depuis début septembre.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

³ Le taux de taxation variant de manière importante en fonction du type d'importation, une modification de la composition des importations globales peut donc faire fortement varier le niveau des taxes d'un trimestre à l'autre.

La conjoncture régionale et internationale

UNE REPRISE MONDIALE INEGALE D'UNE REGION A L'AUTRE

La croissance de l'économie mondiale devrait s'élever à 6,0 % en 2021 selon les dernières perspectives économiques mondiales publiées par le FMI en juillet. Ces prévisions demeurent inchangées depuis avril avec toutefois d'importantes révisions d'une région à l'autre qui résultent à la fois de l'évolution de la pandémie et des mesures de soutien mises en place. En 2022, l'activité mondiale pourrait croître de 4,9 %, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. La conjoncture pourrait plus particulièrement s'améliorer dans les pays avancés grâce aux mesures de relance budgétaire annoncées et à l'anticipation d'une meilleure situation sanitaire suite aux campagnes de vaccination.

Aux **États-Unis**, le PIB a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre 2021, en glissement trimestriel, après une hausse de 1,5 % au trimestre précédent. La pleine réouverture de l'économie et les mesures de soutien budgétaires et monétaires mises en place ont pesé favorablement sur la consommation des ménages et l'investissement. Sur l'ensemble de l'année 2021, le FMI anticipe une croissance de 7,0 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport aux précédentes estimations.

Dans la **zone euro**, l'activité a augmenté de 2,0 % au deuxième trimestre après un recul de 0,3 % au premier. Le taux d'inflation s'est établi à 1,9 % à fin juin contre 1,3 % trois mois plus tôt, tandis que le taux de chômage continue de baisser pour s'élever à 7,7 %. Sur l'année entière, le PIB de la zone progresserait de 4,6 % selon le FMI, avec des écarts importants d'un pays à l'autre.

En **France**, le PIB a enregistré une hausse de 0,9 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee et se rapproche de son niveau d'avant-crise. La croissance est portée par la progression des dépenses de consommation des ménages (+0,9 %) et de l'investissement (+1,1 %). Les exportations ont quant à elles crû de 1,5 %, soit un rythme inférieur aux importations (+1,9 %). Sur l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe une augmentation du PIB de 5,75 %.

Au **Japon**, l'économie peine à redémarrer alors que l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises face à la recrudescence de l'épidémie. Après une baisse de 0,9 % au premier trimestre, le PIB a crû de 0,3 % sur les trois mois suivants. La consommation des ménages (+0,9 %) et l'investissement des entreprises (+1,7 %) ont retrouvé une évolution favorable sur la période. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 2,8 %.

Enfin, les **pays émergents et en développement** pourraient voir leur PIB croître de 6,3 % en 2021. L'Inde et la Chine verraient leur activité progresser de respectivement 9,5 % et 8,1 % tandis que le Brésil et le Mexique enregistreraient un rythme de croissance plus modéré (respectivement +5,3 % et +6,3 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2021.

UNE REPRISE ECONOMIQUE HETEROGENE DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Au 2^{ème} trimestre 2021, les divergences en terme de reprise économique au sein de la zone Asie-Pacifique se creusent davantage. L'évolution de la situation sanitaire et la dépendance à l'activité touristique sont les principaux déterminants qui expliquent ces trajectoires différentes.

Ainsi, selon les prévisions du FMI, certains Petits Etats Insulaires en Développement du Pacifique, tels que Fidji, les Palaos, les Samoa et le Vanuatu, fortement dépendantes du tourisme, pourraient ne pas se remettre des impacts du Covid-19 avant 2023, en fonction des approvisionnements de vaccins et de l'évolution de l'environnement extérieur.

En revanche, l'économie **australienne** bénéficie d'une situation sanitaire plus satisfaisante au 2^{ème} trimestre, ainsi que de politiques fiscales accommodantes qui ont permis une progression du PIB réel de 6,5 %, en glissement annuel (g.a), tiré par un regain de la consommation intérieure, des investissements fixes non résidentiels, et une hausse des exportations. Par ailleurs, le taux de chômage a diminué de 0,8 %, pour s'établir à 4,9 % au 2^{ème} trimestre.

Côté **Néo-Zélandais**, la maîtrise de la situation sanitaire a permis une reprise rapide de l'économie, qui voit son PIB progresser de 1,6 % au 1^{er} trimestre 2021 (dernières données disponibles), après une baisse de 1,0 % au dernier trimestre 2020. Tous les secteurs ont contribué à cette augmentation, que ce soit l'industrie des services qui contribue aux 2/3 de l'économie (+1,1 %), la production de biens (+2,4 %), ou le secteur primaire (+0,3 %). Cette progression reste toutefois modérée en raison de l'impact toujours persistant du Covid sur l'économie, et particulièrement sur l'industrie du tourisme. Au 2^{ème} trimestre 2021, le retour de la confiance des entreprises, la bonne santé du marché de l'emploi, et la pression inflationniste sont autant de signes de reprises conduisant à l'arrêt du programme d'assouplissement quantitatif de la Nouvelle-Zélande.

En **Chine**, bien que solide, la croissance ralentit (7,9 % en g.a) après une envolée spectaculaire de 18,3 % au 1^{er} trimestre 2021 en g.a. Ce ralentissement de la croissance au 2^{ème} trimestre est dû à la dissipation des effets de base, alors qu'ils étaient très favorables au 1^{er} trimestre (forte contraction du PIB à -6,8 % au 1^{er} trimestre 2020 et rebond de 3,2 % au 2^{ème} trimestre 2020), ainsi qu'à la normalisation progressive du rythme de croissance.

Au **Japon**, la croissance reprend timidement au 2^{ème} trimestre, avec un PIB progressant de 0,3 % en glissement trimestriel grâce à une progression de la consommation privée (+0,8 %), des exportations (+2,9 %) et des investissements (+1,7 %) par rapport au 1^{er} trimestre. La reprise est contrainte en raison d'une résurgence des cas de Covid-19, mais la croissance devrait atteindre 3,3 % en g.a en 2021 selon le FMI grâce au rattrapage vaccinal en cours, à une hausse du commerce extérieur, et aux effets du soutien public sans précédent, dont le montant s'élève à 56 % du PIB, toutes mesures confondues sur les trois plans de relance.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Reserve bank of Fiji, Direction générale du Trésor, Financial Times, Focus-Economics, Bloomberg, Etudes Economiques du Crédit Agricole, Le Monde, Business Insider.